

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est à l'honorable député de Greenwood.

* * *

LE LOGEMENT

MONTREAL—LA CONSTRUCTION D'UNE AUTOROUTE DANS L'EST DE MONTREAL—LA POSSIBILITE D'UNE AUTOROUTE SOUTERRAINE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé du logement qui, sauf erreur, est aussi le ministre du Revenu national. Étant donné que le secrétaire d'État a déclaré, au sujet du projet de construction d'une autoroute dans l'Est de Montréal, qu'il était impensable de «charcuter» ainsi plusieurs quartiers résidentiels et de détruire 2,000 logements et que les plans devraient être modifiés dans le sens d'une autoroute souterraine, le ministre s'efforcera-t-il d'examiner cette question et d'envisager les mesures susceptibles de décourager l'adoption du premier projet en faveur du second?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je prends volontiers acte de la question au nom de mon collègue.

* * *

LES FINANCES

ON RÉCLAME LA SUPPRESSION DE LA SURTAXE DE 3 p. 100 [Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

En vue d'acquiescer à la demande adressée hier par la Chambre de Commerce du Canada au gouvernement et visant à faire disparaître la surtaxe de 3 p. 100, ce qui aurait pour effet de réduire le chômage, le gouvernement se propose-t-il de revenir sur sa dernière décision et d'annoncer bientôt une réduction des impôts étant donné que ceux-ci paralysent la production et laissent libre cours à la hausse du coût de la vie?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, toute modification à la politique fiscale sera annoncée à la Chambre des communes comme d'habitude.

* * *

LES GRAINS

LE BLÉ—LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DES EMBLAVURES—DEMANDES PRÉSENTÉES APRÈS LE 15 JUILLET 1970

M. A. B. Douglas (Assiniboïa): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Vu les nombreuses instances présentées depuis quelques semaines par des producteurs qui, pour des raisons auxquelles ils ne pouvaient rien, n'ont pas présenté leur demande

dans le cadre du programme de réduction des emblavures avant l'échéance le 15 juillet 1970, le ministre peut-il dire à la Chambre si ces instances ont été prises en considération et, si oui, quelle a été la décision du gouvernement?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur, nous avons étudié sérieusement les instances présentées. Nous ne voulons sûrement priver un cultivateur des avantages financiers du programme LIFT à cause d'une méprise. J'ai donc donné instruction au tribunal d'appel de Regina de se montrer plus conciliant quant à la date de réception des demandes, tout en ne modifiant pas, cependant, la date à laquelle des modifications physiques pourront avoir été faites, c'est-à-dire jusqu'au 15 juillet inclusivement, mais pas depuis lors.

* * *

L'ÉNERGIE

L'ÉTUDE DE L'AMÉNAGEMENT DES FORCES MARÉMOTRICES DE LA BAIE DE FUNDY

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Est-il en mesure de faire le point à la Chambre sur les progrès réalisés par son ministère concernant la captation de l'énergie marémotrice dans la baie de Fundy et sur les mesures prévues à ce sujet? S'il n'est pas en mesure de le faire maintenant, mettra-t-il la Chambre au fait de la situation le plus tôt possible?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à la déclaration que j'ai faite en déposant l'étude concernant le projet d'énergie marémotrice dans la baie de Fundy. Je m'enquerrai volontiers pour savoir si l'étude ministérielle a tiré d'autres conclusions et, à cet égard, je tiendrai la question du député pour préavis.

* * *

L'IMMIGRATION

LA STRUCTURE DE LA COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. J'ai posé hier une question au ministre suppléant sur l'amélioration de la structure et de la procédure de la Commission d'appel de l'immigration afin de régler les appels qui ont 14 mois de retard. Lui a-t-on fait part de la question et si oui, a-t-il une réponse?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, en fait, on a posé la question à la Chambre plusieurs fois et la réponse a été alors que les recommandations précises du rapport Sedgwick, ses conclusions et notre propre décision à ce sujet devaient être étudiées de toute urgence et que nous espérons présenter des propositions à la Chambre d'ici peu.